FIL ROUGE

JAB
CH-1003 Lausanne
Poste CH SA

Aide aux médias

La diversité de la presse doit être préservée.

PAGE 3

Grèvistes de Smood

Les renvendications des livreur·euses continuent.

PAGE 8

HAUTE TENSION

«Ça va être tout noiiiiiiir»

PAGES 4-7

JOURNAL DU PARTI SOCIALISTE VAUDOIS
N° 8 – DÉC. 2021

© Unsplash

Ras le Frontex!

édito Payer pour matraquer! C'est ce que propose la majorité du Parlement suisse qui a accepté sans ciller une augmentation massive (de 24 à 61 millions de francs) des crédits à l'Agence européenne de gardes-frontières et de garde-côtes, connue sous le nom de Frontex.

Nous l'avons souvent écrit dans ce journal, les socialistes souhaitent un engagement européen plus fort de la Suisse, pour étendre l'accès à l'éducation, la recherche scientifique, défendre les droits humains fondamentaux et l'environnement et - pourquoi pas? - créer enfin les bases d'une Europe sociale! Nous sommes même persuadés que l'Europe serait plus aimée si elle protégeait les travailleuses et travailleurs, étendait la sécurité sociale, et même jouait un rôle d'investissement pour développer les grandes infrastructures de demain, le rail, les hôpitaux publics, l'énergie renouvelable, la protection du climat…

Malheureusement, le seul projet européen auquel la Suisse officielle est non seulement d'accord, mais même désireuse, de participer et de dépenser des millions, c'est dans le matraquage des réfugié·es aux portes de l'Europe, le refoulement en pleine mer et les expulsions de familles. Frontex, c'est le moyen par lequel les Etats européens font faire le «sale boulot» de traque aux migrant·es, et, disons-le, de police de la misère, sans devoir assumer réellement ses conséquences. Cette «externalisation» du contrôle des frontières, qui de facto rend impossible l'exercice du droit d'asile, est une attaque permanente contre les droits fondamentaux, à commencer par ceux des plus démuni·es.

Le PS suisse, ainsi que les Vert·e·s et de nombreuses organisations ont lancé un référendum contre l'augmentation des versements d'argent suisse à Frontex. C'est une priorité politique que de soutenir ce référendum, d'engager rapidement une relation différente, plus humaine, à l'Europe et d'offrir aux dépossédés du Monde d'autre perspectives que de mourir en Méditerranée. ■ ROMAIN FELLI

Erasmus: nous payons la pingrerie du Conseil fédéral

courrier de lecteur Dans le dossier consacré aux relations entre la Suisse et l'Union européenne, Fil Rouge revenait sur la question de la fin de la pleine association de la Suisse au programme européen Erasmus d'échange pour les jeunes en formation. Or, si l'UE a en effet annoncé la fin des négociations sur l'association de la Suisse au programme, devenu «Erasmus+», à la suite du vote de l'initiative dite «contre l'immigration massive», ces négociations achoppaient dès avant le vote en question sur une question très concrète: l'argent. L'Union européenne avait en effet revu (à juste titre) à la hausse les ambitions d'Erasmus pour la période 2014 - 2020 et souhaitait – rien de plus normal – que la Suisse paie la même contribution que les autres pays pour pouvoir bénéficier d'une association pleine et entière. Le Conseil fédéral a donc décidé, comme il l'a communiqué à plusieurs reprises, de conserver le statut d'Etat tiers avec les contributions réduites qu'il implique. Dans le dossier Erasmus, les jeunes en formation font donc les frais de la pingrerie de la majorité de droite qui ne veut pas payer le tarif normal pour Erasmus et non du résultat de février 2014. ■ BENOIT GAILLARD

Sommaire

édito Ras le Frontex! ▸ PAGE 2 — **courrier de lecteur** Erasmus: nous payons la pingrerie du Conseil fédéral ▸ PAGE 2 — **poing fort** Pas de médias, pas de démocratie ▸ PAGE 3 — **dossier** Restons branché·es! ▸ PAGE 4 — **dossier** Libéralisation de l'électricité: un débat qui s'annonce électrique ▸ PAGE 5 — **interview** Oriane Sarrasin: «Il faut transformer le système» ▸ PAGE 6 — **interview** Roger Nordmann: «Nous devons avoir l'ambition de tripler la cadence» ▸ PAGE 7 — **actualité** Smood : des semaines de lutte ▸ PAGE 8 — **actualité** Le tabac, c'est tabou! ▸ PAGE 8 — **actualité** Non à la suppression du droit de timbre! ▸ PAGE 9 — **vie du parti** Billet de la Présidence: résilience et perspectives ▸ PAGE 10 — **vie du parti** Billet du Grand Conseil: le poids des maisons de recouvrement en temps de crise ▸ PAGE 10 — **vie du parti** On fait le bilan, calmement ▸ PAGE 11 — **portrait** Audrey Petoud et Laurie Willommet ▸ PAGE 12

FIL ROUGE

Le journal du PSV est produit par une rédaction composée de militant·es. Nous souhaitons contribuer aux combats actuels pour le progrès social – sans oublier d'où nous venons et qui nous sommes. Notre fil rouge, ce sont nos valeurs et notre histoire. Ensemble, rédigeons ce nouveau chapitre du socialisme démocratique.
La rédaction est ouverte à chaque membre du PSV – et nous accueillons volontiers vos idées, avis et lettres de lecteur·trices à l'adresse: redaction@ps-vd.ch

IMPRESSUM

Responsable: Andrea Münger
Rédacteur en chef: Romain Felli
Rédaction: Chloé Besse, Preeti Damon-Schaerer, Julia Dao, Guillaume Guenat, Latha Heiniger, Deborah Intelisano, Ihsan Kurt, Bernard Morel, Ione Ramel, Najia Trottet
Editeur: Parti socialiste vaudois
Adresse: Chauderon 5, 1003 Lausanne
Contact: 021 312 97 57 redaction@ps-vd.ch
Maquette: Stéphanie Tschopp www.madamepasteque.ch
Impression: Imprimerie du Journal de Sainte-Croix et environs
Abonnement: 25 francs
Parutions: 6 parutions annuelles

Pas de médias, pas de démocratie

votations En février, le peuple sera amené à se prononcer sur un train de mesures en faveur des médias. Pendant que la droite s'offusque, la démocratie est en jeu.

Valérie Induni © PSV

La baisse des recettes publicitaires des médias et le désamour progressif du public envers leurs abonnements sont connus. La pandémie n'a fait qu'amplifier ces tendances négatives pour les finances de la presse traditionnelle. En conséquence, les titres sont rachetés par des grands groupes médias, tels que TX Group (ex-Tamedia) et Ringier Axel-Springer Suisse. Et d'autres disparaissent, comme ce fut le cas de l'Hebdo en 2017 ou encore de la version papier du Matin en 2018. Ces suppressions diminuent la diversité des contenus et des perspectives, ce qui est grave pour un système démocratique comme le nôtre.

En éponse à cet alarmant constat, les Chambres fédérales adoptaient en juin 2021 une loi pour «un train de mesures en faveur des médias». Concrètement, il s'agit d'aides indirectes soutenant notamment le financement des distributions matinales des journaux, la transition numérique des médias, ainsi que la formation journalistique. Ces mesures représentent une enveloppe de 150 millions. Malheureusement, la loi fait l'objet d'un référendum (mené par plusieurs comités de droite), raison pour laquelle le peuple est appelé à voter à ce sujet en février prochain.

La crainte infondée de médias contrôlés

Les protagonistes de ce référendum scandent que les aides étatiques mèneraient à des «médias contrôlés». Et pourtant le danger se trouve bel bien ailleurs, comme le remarque Valérie Induni, députée et syndique de Cossonay: «la plus grande perte de liberté des médias, ce serait de ne plus exister! Imaginer que le public ne se renseignerait plus qu'à travers des contenus non vérifiés, sans aucune mise en perspective et sans volonté de pluralité d'opinions fait beaucoup plus peur qu'une prétendue perte de liberté éditoriale et rédactionnelle». La mauvaise foi des comités référendaires et de la droite fait «rire jaune»

«La plus grande perte de liberté des médias, ce serait de ne plus exister!

Valérie Induni

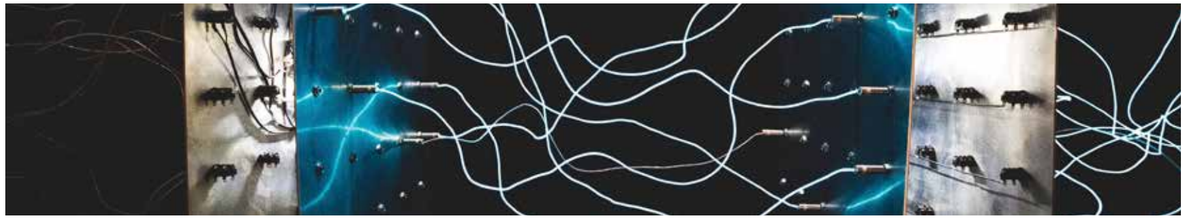
Valérie Induni: «Dans sa prise de position, le PLR Vaud se prononce contre le texte de loi en argumentant qu'elle menace l'indépendance de la presse, puis ajoute que cette dernière les maltraite souvent. Ainsi, le parti ne verrait donc pas pourquoi il devrait soutenir la loi».

Vaud à «l'avant-garde»

A la suite du postulat «pour un vrai soutien à la presse et aux médias» déposé au Grand Conseil par Valérie Induni en 2017, le Canton de Vaud a mis sur pied des aides à la presse en janvier 2020. Quelques mesures se recoupent avec la loi fédérale proposée, mais une en particulier sort du lot: celle de la sensibilisation du jeune public à des médias professionnels, grâce à la création d'une plateforme offrant un accès à des contenus normalement payants. «La loi fédérale telle que présentée loupe en effet la formation et la sensibilisation à l'information et le soutien à des mesures envers les lecteurs de demain. Ce sont pourtant bien eux qui feront vivre la presse à l'avenir, que ce soit sur des journaux papier ou sur leur version numérique», observe Valérie Induni, qui ajoute qu'«apprendre à ne plus consommer gratuitement des contenus, mais à payer un montant, même à l'article, est quelque chose d'important, dans un monde où la consommation de l'information et du savoir, de manière générale, est passée au 'tout, tout de suite, gratuitement'». ■ NAJIA TROTTET

Lex Netflix

Préférez-vous le vieux cinéma suisse ou les séries populaires sur les plateformes de streaming? Les jeunes de droite, qui ont lancé un référendum contre la «Lex Netflix», veulent nous faire croire que les citoyen·nes suisses auront à choisir entre ces deux types de productions audiovisuelles. Posons un plan d'ensemble: l'enjeu de la «Lex Netflix» n'est pas de soutenir les films suisses au détriment des séries internationales, mais de rendre aux productions audiovisuelles helvétiques le soutien financier qui leur revient. Les plateformes de streaming devront injecter 4% de leurs recettes dans des séries ou des films suisses qui figureront ensuite dans leur catalogue. Cela est bien peu en comparaison internationale, puisque la France impose à ces entreprises florissantes d'investir 26%. Alors pour permettre au cinéma suisse de jouer enfin dans la cour des grands, faisons barrage à ce référendum de la droite. ■ SÉVERINE GRAFF



Restons branché·es!

électricité Ce dossier du Fil rouge fait le point sur les enjeux cruciaux du dossier électrique d'un point de vue socialiste.

Lénine définissait le communisme comme étant les soviets plus l'électricité! C'est dire que la disponibilité de l'énergie, qui sert à nous chauffer, nous déplacer, cuire nos repas et faire fonctionner nos appareils du quotidien, est au cœur d'un projet socialiste. Pourtant notre système énergétique est devenu un grave problème: fondé essentiellement sur des énergies non-renouvelables (énergies fossiles: pétrole, gaz,...), destructeur du climat, polluant l'environnement et la santé, il n'est pas durable. Et comme toujours lorsqu'un système entre en crise, ce sont les plus pauvres qui en font les frais. Nous devons donc le réformer.

La première mesure à prendre est de consommer moins d'énergie. La meilleure énergie est celle qui n'est pas produite! Mieux isoler les bâtiments, se déplacer en transports collectifs, à pied ou à vélo, améliorer par la technologie les procédés industriels. Mais il faut aussi choisir la sobriété et consommer mieux, plus local, réutiliser, produire soi-même plutôt que tout acheter. La bonne nouvelle est que cette sobriété assumée améliore la qualité de vie plutôt que de restreindre les choix.

Naïve, parce que la Suisse est au cœur de l'Europe, dont elle ne pourra jamais s'extraire. Il est donc vital de s'occuper de nos relations avec l'UE, faute de quoi notre avenir nous échappera. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui. Les blocages se multiplient dans le domaine de la recherche scientifique, des échanges d'étudiant·es, des reconnaissances de produits médicaux, de la reconnaissance boursière, de la gestion du réseau à haute tension, etc.

Survolté·es!

Mais pour assurer à toutes et tous un niveau de vie digne nous devons continuer à produire de l'énergie, beaucoup d'énergie. Et pour que tout le monde sur la planète puisse vivre bien, nous devons réduire l'impact environnemental de cette production d'énergie. C'est ce que la production d'énergie renouvelable permet de faire – sous certaines conditions. Nous les explorons dans ce dossier de Fil Rouge. La plus importante est de maintenir, voire d'augmenter l'intervention publique, des villes et des cantons dans le domaine électrique – une nécessité si on veut que le coût de la transition énergétique à venir ne soit pas payée par les classes populaires. ■ ROMAIN FELLI

Au secours, l'atome revient!

Après les catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima on croyait l'énergie atomique - dangereuse et polluante - définitivement hors course. Une courageuse ministre PDC, Doris Leuthard, avait d'ailleurs réalisé le vieux projet socialiste et vert: sortir la Suisse de l'énergie atomique. Cette sortie est nécessaire pour le climat aussi car, contrairement à ce que ses lobbyistes payés par l'industrie essaient de faire croire, son bilan climatique est assez mauvais. Si on prend en compte l'extraction (et les dépendances néocoloniales qu'elle suppose) la transformation, le transport, la construction des centrales, leur démantèlement et la surveillance des déchets hautement dangereux sur plusieurs siècles, l'énergie atomique n'a vraiment rien de propre.

Malgré ce lourd passif la droite suisse, UDC en tête, recommence à trouver du charme à l'atome, et relance l'idée de reconstruire des centrales ou de prolonger la vie des vieilles casseroles fuyantes. Une idée dangereuse qui sert surtout à détourner l'attention des investissements nécessaires, eux, dans les énergies renouvelables. ■ RF

Rasez la Cathédrale, qu'on y mette une éolienne!

Techniquement, il est possible de se passer d'énergies fossiles en Suisse uniquement en ayant recours aux énergies renouvelables (panneaux solaire notamment). Malheureusement leur déploiement est constamment obstrué par deux valeurs cardinales de la droite: la propriété privée et le respect des vieilles pierres (connu sous le nom de patrimoine). Les droits des propriétaires génèrent des recours sans fin contre des projets d'intérêt général et retardent le déploiement des énergies de demain. Pire encore, la mise sous cloche de nos sociétés dans laquelle chaque maison construite il y a plus de 6 mois acquière automatiquement une «valeur patrimoniale» constitue un obstacle redoutable à la transition énergétique. Que la droite conservatrice défende le patrimoine c'est normal. Que la gauche s'y enlise est incompréhensible. Nous sommes en train de sacrifier le futur au nom d'un passé – rance, la plupart du temps.■ RF

Un débat qui s'annonce électrique

black-out Résister aux projets de libéralisation et de privatisation de l'électricité est la première des nécessités pour assurer la sécurité de l'approvisionnement énergétique.

Une pénurie d'électricité d'ici quelques années en Suisse? C'est le scénario catastrophiste lancé par Guy Parmelin, président de la Confédération. Dans une période déjà fébrile, cette annonce a ramené sur le devant de la scène l'accord sur le marché électrique avec l'Union européenne. Un projet à l'avenir désormais incertain, puisque l'UE l'avait lié à l'accord-cadre désormais disparu.

L'accord électrique devait garantir la participation de notre pays à différentes instances européennes de régulation du réseau, et l'accès à la production des pays voisins en cas de besoin. Il s'agissait surtout de garantir l'accès réciproque aux marchés de l'électricité... avec pour condition impérative une libéralisation complète, en Suisse, de l'approvisionnement électrique, y compris pour les ménages. Les hausses brutales de tarifs que subissent les habitants de plusieurs pays d'Europe viennent de disqualifier nettement ce projet.

Le débat sur la souveraineté mené sur l'accord-cadre a trouvé son écho à propos du traité sur l'électricité. Gagner en sécurité en s'arrimant au grand réseau, ou préserver sa souveraineté et son marché électrique encore fortement régulé? Poser le débat uniquement dans ces termes est cependant trompeur. La vraie question est de savoir quelle solution profite au plus grand nombre dans notre pays.

La libéralisation menace

Et là, la situation est claire: quelques géants locaux du secteur électrique lorgnent sur le marché européen pour vendre des excédents et se frottent les mains d'avance d'une libéralisation complète en Suisse. Car elle ne signifierait rien d'autre qu'une immense opération de privatisation. Les fournisseurs en mains publiques, aujourd'hui détenteurs de monopoles par zones, se verraient mis sous pression par des concurrents avides de marges. Et là où ces mêmes fournisseurs sont aujourd'hui en position d'investir dans les énergies renouvelables grâce à la sécurité de pouvoir écouler leur électricité, la libéralisation créerait une immense incertitude.

Se protéger du black-out, une tâche collective

En remerciant les consommateurs de se préparer à une situation de pénurie, le président de la Confédération démontrait qu'il passait à côté du débat. La Suisse ne doit ni privatiser son secteur électrique, ni terroriser sa population et ses entreprises, mais au contraire renforcer massivement sa capacité à face au double défi de l'augmentation de la consommation électrique et de la sortie de la production nucléaire et fossile.

La réponse est triple: une augmentation massive de la production issue de sources renouvelables, l'amélioration du stockage et la planification de réserves pour les périodes délicates de l'année et un approvisionnement flexible d'appoint au moins pour une période transitoire. ■ BENOIT GAILLARD

Que faire?

Tout le monde ou presque s'accorde sur cette déclaration d'intention. Reste la mise en œuvre. En particulier en matière de renouvelable: installer des éoliennes et des panneaux solaires, rehausser des barrages ou créer de nouvelles installations hydroélectriques implique toujours quelques atteintes aux paysages, quelques nuisances ou même une perte locale de biodiversité. Il en est allé de même lorsque la Suisse a bâti le réseau ferroviaire le plus dense du monde ou les meilleurs barrages d'Europe. Non seulement investir, mais aussi accepter quelques sacrifices et accélérer les procédures: c'est de cette tâche immense dont il faut prendre la mesure, avant de s'y atteler sans tarder. ■ BG

Panne d'électricité en gare de Zurich le 27 mars 2019 © Claudio Schwarz | Unsplash

Oriane Sarassin © Bernard Morel

«L'enjeu, c'est de réduire notre empreinte carbone sans prétériter les plus faibles»

«Il faut transformer le système»

transition énergétique Oriane Sarrasin, conseillère communale à Crissier, analyse les enjeux environnementaux sous l'angle sociologique et psychologique.

Oriane Sarrasin, tu es psychologue sociale et tu t'intéresses beaucoup à l'environnement. Quel est le lien entre les deux?

J'étudie ce qui explique les comportements humains sur les enjeux politiques et sociaux. Après m'être intéressée aux questions de genre et à l'immigration, je me penche sur l'environnement. Je considère l'humain comme un groupe. En Suisse, la psychologie de l'environnement est relativement peu connue. Beaucoup de facteurs humains expliquent l'inaction. Et ce n'est pas seulement une question de responsabilité individuelle.

Est-ce à dire que l'inaction est de la responsabilité de la société dans son ensemble?

Peu nient le réchauffement climatique, mais beaucoup de gens ne se rendent pas vraiment compte du phénomène et le perçoive comme incertain. Il devient dès lors très abstrait. A plus forte raison quand les milieux politiques sèment le doute par leurs propos. On a entendu un politicien haut placé dire que «la place financière suisse était durable». Or ce n'est pas du tout le cas. A l'inverse, il peut y avoir des effets positifs lorsque, par effet d'entraînement, des gens, en changeant de comportement, incitent d'autres à le faire. En atteignant une masse critique, le changement peut être réel.

Quels sont les principaux enjeux de la transition énergétique d'un point de vue sociologique?

On a tendance à confondre climat et durabilité. Le climat, c'est l'environnement alors que la durabilité, c'est vivre maintenant sans prétériter les générations futures ni les pays les plus pauvres. L'enjeu c'est de réduire notre empreinte carbone sans prétériter les plus faibles. Comment y parvenir alors qu'il faudrait la baisser drastiquement en la divisant par 10? Il est indispensable de rendre plus horizontale notre société actuellement très verticale. La transition écologique n'est valable que dans la justice climatique.

Comment faire accepter un tel changement à notre société d'abondance et de consommation?

Globalement, la société n'est pas prête à accepter les changements qui s'imposent. Sur les grands principes abstraits, tout le monde ou presque est d'accord. Mais au moment d'envisager des mesures, c'est autre chose. On ne peut pas seulement dire aux gens d'arrêter de manger de la viande et de prendre l'avion et se reposer sur la seule responsabilité individuelle. Il ne faut pas se contenter de faire moins. Le système doit être transformé. Nos grandes surfaces pourraient par exemple ne vendre que des fruits et légumes de saison, au moment où ils sont produits chez nous.

Que dire aux gens précarisés dont l'espoir est d'arriver à un niveau de vie supérieur pour s'offrir des choses auxquelles ils n'avaient jusqu'alors pas accès?

Pour ne pas pénaliser les plus démuni·es face aux mesures nécessaires, je suis favorable à un revenu de transition écologique. Une sorte d'assurance chômage pour compenser les problèmes économiques que cela peut poser. Il faut faire attention de ne pas avoir de discours paternaliste face aux gens, mais on peut aussi montrer qu'il est possible d'avoir autant de plaisir dans des choses moins carbonées, plus simples, des cadeaux de seconde main par exemple. En gardant de vue que dans toutes les actions, le climat ne doit pas passer en second. Car on est obligé d'agir. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR RERNARD MOREL

«Nous devons avoir l'ambition de tripler la cadence»

transition Roger Nordmann est chef du groupe PS aux chambres fédérales et spécialiste des énergies renouvelables.

Roger, comment évalues-tu le potentiel des énergies renouvelables en Suisse?

La question a été très bien documentée. Pour l'électricité, le plus grand potentiel futur repose sur le photovoltaïque. En investissant, on pourrait couvrir le double de la consommation actuelle de la Suisse – dont près de la moitié en équipant les toits et façades. Les trois quarts de l'année, ce potentiel est particulièrement fort. En l'hiver, l'éolien (dont 2/3 sont produits sur la saison froide) fournit un complément très utile – tout comme la biomasse, le bois et la géothermie, lesquels livrent par ailleurs aussi de la chaleur.

Quels sont les principaux obstacles actuels?

Le plus gros défi consiste à stocker la surproduction estivale pour couvrir nos besoins hivernaux, notamment dans un contexte où les importations européennes ne sont pas garanties en l'absence d'accord sur l'électricité. Pour stocker ces surplus, il faut investir dans des solutions de transformation de type «power-to-gaz», puis les valoriser en hiver grâce à du «couplage chaleur-force». Il faut aussi miser sur l'efficacité énergétique en assainissant le parc de bâtiments et de véhicules.

Il faut cependant admettre que les procédures pour les projets éoliens et les barrages sont inutilement longues et byzantines. La situation est meilleure pour le solaire, mais il faut s'assurer que le prix de rachat ne soit pas trop bas, sans quoi les particuliers n'investiront pas assez. La modification de la Loi sur l'énergie, adoptée définitivement en septembre, permettra d'augmenter les aides à l'investissement.

Que dire du rythme de réalisation?

Nous devons investir beaucoup plus – et plus rapidement – qu'aujourd'hui. Il faudra sérieusement se bouger pour parvenir à produire environ 45 térawattheures (TWh) par an de photovoltaïque. En effet, il y a encore 20 TWh de nucléaire à remplacer et il en faut 25 pour la décarbonisation (sur une consommation actuelle de 60 TWh en Suisse). Un triplement de la cadence de réalisation est nécessaire. Avec l'arrivée en fin de vie de nos centrales nucléaires, des investissements auraient de toute façon été incontournables. Il faut également investir dans la formation aux métiers qui permettront de concevoir, assainir ou construire ces équipements.

Comment assurer le financement de ces mesures?

C'est le sens de l'initiative populaire en faveur d'un fonds pour le climat doté de 0,5 à 1% du PIB – soit environ 4 à 7 milliards – sur lequel le PSS travaille actuellement. On peut penser que c'est beaucoup, mais le prix d'une pénurie d'électricité, qui ralentirait toute l'économie suisse, serait bien plus élevé.
Le dispositif actuel fonctionne bien pour accroitre la production d'électricité. Il nous faut toutefois investir plus sérieusement en matière de politique industrielle, de stockage saisonnier d'électricité et de rénovation énergétique des bâtiments – tout en garantissant un gel des loyers. Sans fonds publics conséquents en faveur d'une production et d'une consommation responsable d'énergie, la Suisse ne respectera pas les engagements pris à Paris.
■ PROPOS RECUEILLIS PAR JULIA DAO

Pour aller plus loin

«Le plan solaire et climat – Comment passer de 2 à 50 GW photovoltaïque pour remplacer le nucléaire, électrifier la mobilité et assainir les bâtiments». Par Roger Nordmann, préface de Jacques Dubochet. Éditions Favre, 2019.

Roger Nordmann © PSV

Des semaines de lutte

grève les travailleur·euses Smood, entreprise de livraison de repas à domicile, sont en grève depuis plus d'un mois. Alors que la lutte continue, elle montre l'importance du collectif face à l'ubérisation des services.

C'est sur la place Bel-Air, à Yverdon-les-Bains, que tout a commencé, le 2 novembre dernier. En face du Macdo, à quelques pas des centres Coop et Migros. D'habitude habitée par les scooters et smarts estampillées Smood et animée par le passage incessant des livreur.ses de l'entreprise, elle était devenue le point de contestation d'une dizaine de travailleur·euses.

En quelques jours, le mouvement de grève a essaimé dans plusieurs villes de Suisse romande, soutenu par les syndicats Syndicom et Unia. Des représentants politiques socialistes ont également apporté leur appui, le conseil communal yverdonnois ayant par exemple voté une résolution demandant à la Municipalité d'agir en faveur du dialogue social.

Des revendications légitimes

L'amplitude de la contestation souligne que le problème est bien structurel, lié au modèle économique même de la plateforme de livraison. Plusieurs témoignages ont mis en lumière des retards répétés dans le versement des salaires, l'opacité de la redistribution des pourboires ou encore l'organisation délétère des heures de travail. Les revendications tombent alors sous le sens. Parmi elles: salaire minimum et meilleures indemnisations des heures et du matériel ainsi qu'une planification deux semaines à l'avance des heures de travail.

Briser l'isolation

Alors que Smood vante «l'indépendance» de son personnel de livraison, l'opinion publique n'est pas dupe quant à la précarité de ces travailleur·euses, comme l'illustre la pétition lancée par Unia ayant récolté 28'000 signatures. L'ubérisation des services tend à la fois à isoler les travailleur·euses et à les déshumaniser derrière l'interface numérique qui gère leur emploi du temps. Mais cet élan, tant de contestation que de sympathie publique, rappelle que la force du collectif n'est pas morte. ■ GUILLAUME GUENAT

Le tabac, c'est tabou!

votations L'initiative sur le «Oui à la protection des enfants et des jeunes contre la publicité du tabac» sera votée le 13 février prochain. Nous devons montrer notre position concernant cet objet car il est très important: je vous explique tout cela.

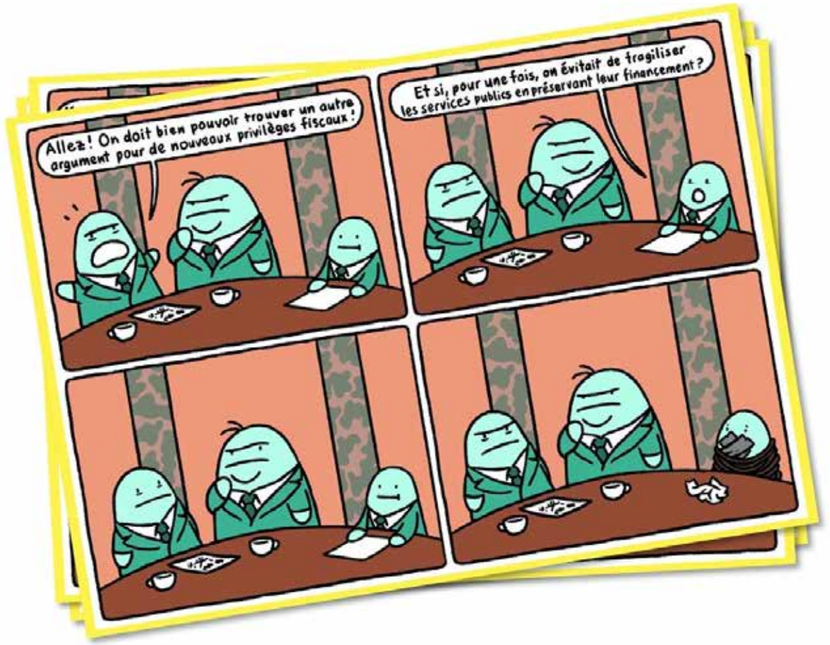
Tout d'abord, il faut savoir que plus de 30% des jeunes de 15-24 ans fument et c'est inquiétant car les techniques de design, par exemple, utilisées par les fabricants de cigarettes sont efficaces et attirent de nouveaux clients en dépit de leur santé. En effet, ils investissent beaucoup d'argent pour les publicités et surtout utilisent les moyens de communication d'aujourd'hui, tels que les réseaux sociaux, les publicités à la télé, les panneaux dans les villes, etc... C'est beaucoup trop d'argent investi dans des publicités qui sont, entre vous et moi, de la pollution visuelle dans les rues ou sur nos téléphones quand on scroll les stories Instagram.

Ensuite, on parle beaucoup dans cette initiative de l'addiction: un problème majeur chez les jeunes. L'addiction arrive très vite à cet âge-là et elle repart difficilement car on ne se rend souvent pas compte de ses effets dévastateurs.

Pour finir, cette initiative veut aussi protéger nos jeunes du tabagisme car il cause beaucoup de décès, non seulement en Suisse mais dans le monde entier. C'est plus de 9500 décès par an en Suisse, c'est-à-dire au moins 26 personnes par jour sans compter les jeunes. Ils décèdent souvent de maladies cardio-vasculaire (39%), d'un cancer du poumon (28%), de maladies des voies respiratoires (15%) ou d'un autre cancer lié à la consommation de tabac (14%).

Juste en voyant ces chiffres nous devons agir pour protéger nos jeunes du tabagisme et aussi de l'addiction. Quand on commence son adolescence dans l'addiction, il est compliqué d'arrêter par la suite. Alors c'est pour cela que nous devons exprimer notre opinion et voter toutes et tous pour un immense OUI!

■ ABDELMALEK SAIAH, ADO ET MEMBRE DU COMITÉ DU PS YVERDON



Non à la suppression du droit de timbre!

votations Nous voterons le 13 février sur la modification du 18 juin 2021 de la loi fédérale sur les droits de timbre. Le PS a lancé le référendum contre cette réforme, dénonçant un nouveau cadeau fiscal offert aux grandes entreprises.

Mais au fait, le droit de timbre, késako? Il en est en fait question ici d'un type particulier, le droit de timbre d'émission: lors de l'achat d'une entreprise émettrice de capital pour plus d'un million, une taxe de 1% sur les actions de l'entreprise est prélevée par l'Etat. Selon Samuel Bendahan, conseiller national PS: «il s'agit d'une sorte de TVA portant sur les actions; c'est un impôt qui cible les grandes entreprises et leur permet de participer au gâteau fiscal». Les firmes émettant moins d'un million annuel de francs de capital ne sont donc pas concernées par le droit de timbre.

Noël avant l'heure pour les entreprises

Le changement proposé par le camp bourgeois? La suppression pure et simple de cette imposition! Cela priverait l'Etat d'une rentrée fiscale de 250 millions par année. Fait intéressant, il se trouve que la moitié de cette somme est versée par seulement 55 entreprises. Cela donne une idée de l'ampleur du cadeau que la droite souhaite offrir aux plus grandes entreprises, celles-là mêmes qui ont pour beaucoup augmenté leur chiffre d'affaire et leurs profits durant la crise.

Les patron·nes de PME, salarié·es et retraité·es ont eux tout à y perdre, car une telle baisse obligerait soit à couper dans les prestations, soit à demander aux autres de contribuer davantage! Et ce n'est malheureusement qu'un exemple de la dynamique actuelle de coupe dans les recettes fiscales voulue par la droite, dont le dernier exemple en date est la réforme de l'impôt anticipé, également combattue par le PS. Samuel Bendahan analyse: «les plus riches veulent arrêter de participer et laisser les travailleur·euses payer; les multinationales sont de plus en plus privilégiées au détriment du financement solidaire des services publics, alors que le pouvoir d'achat se réduit toujours plus!».

Voter non par solidarité

Ce constat est inadmissible pour le PS, qui plus est au cœur d'une crise qui nous démontre jour après jour la nécessité de politiques publiques ambitieuses portées par un Etat fort...Etat que les grandes entreprises n'hésitent d'ailleurs pas à appeler à leur chevet lorsqu'elles se trouvent en difficulté! Dans une période d'attaques croissantes contre la solidarité fiscale, les résultats de la votation du 13 février prochain préfigureront les futures luttes. Une réforme du droit de timbre sur les négociations cette fois, qui priverait l'Etat de 2 milliards de recettes, a été bloquée de justesse, mais elle reste pendante aux résultats du 13 février. Le PS et ses allié·es mèneront donc la campagne avec force et détermination! ■ PREETI DAMON-SCHAERER

Résilience et perspectives

À la veille des Fêtes de fin d'année, nous aurions aimé vous donner un message plus lumineux et plus joyeux qu'il y a une année. Las, la pandémie qui est revenue en force nous oblige à envisager les prochains temps avec résilience.

La résilience, c'est cette capacité à faire un pied de nez à l'adversité. C'est voir les éléments positifs qu'il nous reste plutôt que de lister ce qui nous manque. Faire avec, plutôt que de faire contre. Accepter aussi que nous ne sommes pas seul·es et que nous pouvons nous faire aider, en tout temps, sans passer pour des faibles.

Pour nous, pour vous cela signifie plein de petites choses à modifier pour les temps à venir, normalement festifs: accepter de passer ces Fêtes de fin d'année en plus petit comité, pour respecter et préserver les plus fragiles; accepter de ne pas avoir tous les concerts, toutes les manifestations, toutes les réunions auxquels nous sommes habitué·es, accepter, tout simplement.

Au niveau politique, la résilience sera aussi de mise pour accepter que la campagne des élections cantonales – que nous espérions vivre dans le plein partage avec la population - se poursuivra plutôt sur le rythme de la campagne des communales. Mais nous l'avons expérimenté: même avec le masque, même avec un signe de la main plutôt qu'une poignée de main, même avec les réseaux sociaux plutôt qu'avec les réunions en salle, nous pouvons convaincre et faire progresser nos idées et nos idéaux! Mieux, nous avons déjà pu constater qu'un Etat fort et des politiques publiques bien établies permettaient de traverser la tempête et d'en sortir, tout en veillant à ne laisser personne sur le bord du chemin! Un beau message à la veille des Fêtes et de belles perspectives pour 2022!

Avec tous nos vœux!

■ MONIQUE RYF, VICE-PRÉSIDENTE DU PS VAUDOIS, DÉPUTÉE ET MUNICIPALE ÉLUE

LE SOCHATLISTE VOUS SOUHAITE UN BON REPOS

ET DES FÊTES AU POIL !

Le poids des maisons de recouvrement en temps de crise

grand conseil Voilà deux ans bientôt que cette pandémie a chamboulé nos vies. Face à cette crise qui dure, certains acteurs tirent leurs épingles du jeu.

Hausse de réclamations

Caritas, le Centre social protestant ou encore la Fédération romande des consommateurs (FRC) constatent une hausse sensible de réclamations depuis 2020 pour des pratiques abusives de maisons de recouvrement. Chaque entreprise est libre d'externaliser le recouvrement de ses créances. Cette tendance se renforce non seulement dans le secteur privé, mais aussi dans des compagnies de transport public. Dans ce marché, les sociétés de recouvrement sont des acteurs de poids.

Beaucoup trop de maisons de recouvrement fonctionnent comme des rouleaux compresseurs. Bien souvent, la validité de la créance de départ n'est pas vérifiée. S'y ajoute des frais en tous genres sans justification: des prétendus «dommages supplémentaires» sans en apporter la moindre preuve ou encore des montants s'apparentant à des frais de représentation que la loi empêche pourtant. Ces frais gonflent très rapidement le montant de base jusqu'à le doubler, voire le tripler. En quelques semaines, les rappels s'enchaînent assortis de menaces de mettre le débiteur supposé aux poursuites. Redoutant une inscription de poursuite susceptible de leur porter préjudice lors de recherche d'appartement, pour avoir la paix, la plupart des individus paient la totalité des montants réclamés sans distinction.

Action de réclamations

Ce phénomène accroît l'endettement et le surendettement. Les Départements de la formation et celui de la santé et de l'action sociale de nos conseillères d'Etat s'en préoccupent aux côtés des associations de terrain en musclant leur campagne de prévention. Une interpellation du Groupe socialiste au Grand Conseil demande de faire toute la lumière sur ce secteur ombrageux et d'imposer une surveillance indépendante sur ces pratiques. ■ JEAN TSCHOPP, DÉPUTÉ, PRÉSIDENT DU GROUPE SOCIALISTE

On fait le bilan, calmement

rétrospective Alors que 2022 et ses nombreux défis s'approche à grands pas, un petit coup d'oeil dans le rétroviseur s'impose.

Je ne vais pas vous mentir: en octobre 2021, je traînais les pattes. A peine étions-nous sorti·es d'élections communales éreintantes que nous devions remettre l'ouvrage sur le métier, repartir de zéro pour une nouvelle campagne électorale. Le même sentiment m'avait envahi durant l'été, lorsqu'après avoir mis quatre heures à passer un col à vélo, un nouveau, encore plus imposant, se dressait face à mes guiboles tremblotantes. Nous voilà, au secrétariat, à nouveau face à une montagne.

Des communales hors du commun

C'est alors que je me suis souvenu de ces moments. De ce bus dans lequel je me trouvais en montant voir la section d'Epalinges et duquel j'apercevais pour la première fois notre affiche de campagne accrochée à un poteau. De ces bourrasques de vent qui manquaient de peu de nous faire chuter à cause des cacolets que nous portions fièrement sur le dos. De la tête désemparée de Colin lorsqu'il me signalait qu'une faute de frappe s'était glissée sur nos 10'000 chocolats de campagne (je peux enfin vous l'avouer). Des heures passées à coller des autocollants par-dessus avec des amours de camarades bénévoles pour réparer cette erreur autour de trop nombreuses bières le vendredi soir. De Stéphane Montangero qui nous couvrait à tel point de chocolats que l'on se demandait s'il ne nous confondait pas, Chloé et moi, avec Hansel et Gretel. De la tasse de thé réconfortante que m'offraient les camarades bussignolais·es le 13 février alors que nous tractions à -10°C dans la bonne humeur malgré le froid. Des huit milliards de changements de photos de profil de camarades qui annonçaient leur candidature simultanément sur les réseaux sociaux. De cette dame qui me répondait qu'elle ne voulait pas de ma rose en papier car elle avait précieusement déposé celle qu'elle avait reçue trois jours plus tôt dans un vase de son salon. Du taon qui m'avait piqué et paralysé le bras durant une semaine en redescendant d'un apéritif à Blonay. De Yusuf Kulmiye qui nous apportait des bouteilles de jus de gingembre, boisson qui était rapidement devenue notre potion magique de campagne. Des camarades qui défilaient sans cesse au secrétariat pour prendre du matériel et refaire le monde un court instant. De la sélection vestimentaire de certaine·s candidat·es pour leur photo de campagne qui me rappelaient un certain personnage de film.

Délégation vaudoise en visite au Palais fédéral le 15 décembre 2021. De gauche à droite: Stéphane Balet, Louis Dana, Chiara Montecchio, Chloé Besse, Yassin Nour, Romain Pilloud, Joëlle Cosendey, Daniel Barbezat, Brigitte Crottaz, Aymeric Dallinge, une effigie de femme pour célébrer les 50 ans du droit de vote des femmes, Andrea Münger, Yann Alcala

Et bien entendu, de nos cris de joie avec la Présidence lorsque nous découvrions les résultats des élections communales dans la salle de réunion du PSV. Au final, le bilan que je me plais à tirer de cette année 2021 est d'ordre humain plus que politique.

On remet ça?

Camarades, je ne vous bassinerai pas en vous (ré-) expliquant pourquoi les élections cantonales à venir sont capitales. Les enjeux, vous ne les connaissez que trop bien. C'est pourquoi je vous invite simplement à nous faire revivre les événements précédemment cités (sauf le taon, mais vous n'y étiez pour rien). Vous nous avez plus que démontré votre capacité de mobilisation lors de la fantastique campagne pour les élections communales de 2021. Le secrétariat se réjouit de partager à nouveau avec vous ces moments d'entraide, de rires, de solidarité et... de victoire !

Merci à vous pour l'énergie que vous savez si bien transmettre aux membres du secrétariat.

Toute son équipe vous souhaite de radieuses fêtes de fin d'année et se réjouit de vous retrouver en grande forme pour cette année 2022 qui s'annonce passionnante! ■ ANDREA MÜNGER

Audrey Petoud et Laurie Willommet

féminisme La Lausannoise et la Veveysanne racontent leur parcours et expliquent ce qui les a motivées à créer un groupe de travail féministe pour les élections.

Des femmes de conviction. S'il est un mot qui colle à la personnalité d'Audrey Petoud et de Laurie Willommet, c'est bien celui-là. La Lausannoise et la Veveysanne ne se sont connues que récemment, mais se sont très vite rendu compte qu'elles partageaient les mêmes engagements lorsque s'est développée l'idée de la résolution adoptée par le congrès du PS vaudois. L'objectif: que la campagne électorale en vue des élections cantonales soit résolument féministe.

Tant pour l'une que pour l'autre, la lutte contre toute forme de discrimination et pour plus de justice sociale est profondément ancrée. «J'ai commencé à manifester lorsque j'étais au gymnase, notamment lorsque l'UDC voulait sortir l'IVG de l'assurance de base, dit Audrey Petoud. Pour autant, je n'avais pas envie d'adhérer à un parti. C'est une fois à l'université, par le biais d'une connaissance, que je suis entrée à la Jeunesse socialiste. Là, je me suis très vite engagée dans la lutte contre les diverses oppressions. La politique m'a permis d'être beaucoup plus sûre de mes valeurs et de mes convictions.»

Audrey Petoud et Laurie Willommet sont à l'origine de la création du groupe de travail féministe pour la campagne des élections cantonales. © Bernard Morel

Justice et égalité

Petite, Laurie Willommet était déjà habitée par cette envie de partage, de justice, d'égalité. Plus tard, elle s'est intéressée à la politique, mais sans rejoindre un parti car, dit-elle, «je ne voulais pas d'étiquette». Quand elle a choisi finalement d'adhérer au PS, il y a moins de trois ans de cela, tout s'est très vite enchaîné puisqu'elle a été élue au printemps dernier à la Municipalité de Vevey. «Aujourd'hui, je me sens à l'endroit où je devais être, affirme-t-elle. Je peux exprimer pleinement mes idées et mes convictions.»

Le féminisme a pris une place importante dans leur vie. A l'adolescence, lorsqu'elles ont commencé à sortir, elles ont subi des gestes et des mots déplacés. «Vers 16-17 ans, on avait plutôt tendance à banaliser ce genre de comportements, relève Audrey Petoud. Mais les affaires DSK puis Weinstein et surtout la grève des femmes de 2019 ont permis de mettre des mots plus clairs sur ces attitudes.»

Laurie Willommet complète: «Sans évoquer le mot féminisme, je me battais pour la cause dès l'adolescence. Il m'est venu en faisant de la politique, en particulier avec la grève des femmes. C'est la suite logique du combat contre les injustices, les inégalités et les discriminations.»

«On nous prend encore trop souvent pour des nunuches.»

Laurie Willommet

Le champ politique

Laurie et Audrey se sont engagées à conduire cette résolution parce qu'elles ont la conviction que le combat féministe doit aussi être porté dans le champ politique. «Le PS doit mieux soutenir les femmes, estime Laurie Willommet. Nous pouvons être plus actif·ves dans ce combat et ça ne peut que renforcer le parti.» Et d'ajouter: «Dans le monde politique en général, on nous prend encore trop pour des nunuches. On doit en faire plus que les hommes pour prouver notre valeur. Ceux-ci ne prennent pas tous conscience de ce que ça représente pour les femmes de s'engager en politique. Notre résolution est là pour soutenir aussi bien les candidates au Grand Conseil que les militantes de base et n'a rien d'électoraliste.»

«Nous avons catalysé les demandes au travers des discussions et avons décidé d'en faire quelque chose, souligne Audrey Petoud. Notre idée n'est pas de supplanter la commission égalité, mais de poursuivre le travail avec ses membres au travers du groupe de travail qui va être créé.» ■ BERNARD MOREL